

tions, j'ai obtenu ce matin du Bureau fédéral de la statistique un exposé détaillé pour les 11 premiers mois de 1970, soit les derniers chiffres dont nous disposons. Je les ai comparés à ceux de la période correspondante de 1969. Le BFS divise nos exportations en trois catégories: premièrement, les matières premières; deuxièmement, les produits fabriqués, qui ont été transformés de quelque façon à partir de leur état primitif; troisièmement, les produits finis ou manufacturés.

Les exportations de matières premières sont passées de 2,998 millions de dollars en 1969 à 3,961 millions en 1970, augmentation de 31.1 p. 100. Celles des produits fabriqués, ou issus d'une légère transformation industrielle, sont passées de 4,836 millions de dollars en 1969 à 5,591 millions en 1970, augmentation de 15.6 p. 100. Quant aux produits usinés ou finis, leurs exportations sont passées de 5,276 millions de dollars en 1969 à 5,553 millions en 1970, soit une augmentation de 4.8 p. 100 seulement.

● (3.10 p.m.)

Il ressort de ces chiffres, comme les députés peuvent le constater, que la baisse des exportations a augmenté régulièrement et sensiblement l'an dernier en fonction du degré de transformation industrielle des produits. Si l'augmentation de nos exportations de matières premières fut très satisfaisante, celle de nos exportations de produits finis l'a été beaucoup moins. Tous les députés savent bien que nous avons l'une des principales réserves de matières premières du monde et que nous pouvons écouler ces produits presque sans effort, car tous les pays industrialisés en ont besoin pour alimenter leurs usines. Ce que nous ne pouvons vendre sans des efforts considérables, par contre, ce sont nos produits finis, parce que nous faisons face dans ce domaine à une concurrence redoutable.

J'aimerais par conséquent faire valoir au ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin), qui n'a pas jugé bon de rester à la Chambre durant le débat sur cette importante question, et je devrais peut-être demander à son secrétaire parlementaire (M. Howard) de lui transmettre mes réflexions, qu'à l'avenir le gouvernement devrait songer plus sérieusement à redoubler d'efforts pour vendre ces produits finis, qui sont des produits de main-d'œuvre, générateurs d'emplois. Lorsque les ventes auront augmenté dans ce domaine, le gouvernement pourra s'en féliciter à juste titre.

Le ministre devrait cesser de se tordre le poignet pour se taper le dos chaque fois qu'il cite un chiffre indiquant une augmentation de nos exportations globales, car elles proviennent surtout de ventes accrues de matières premières dont tous les pays ont besoin et qui n'ont pas besoin d'être poussées. Ces ventes accrues n'ont pas grand effet pour augmenter le nombre d'emplois. Les chiffres que j'ai cités le démontrent clairement, le gouvernement doit se démenier pour augmenter beaucoup plus nos exportations de produits fabriqués, surtout maintenant que nous connaissons un chômage extraordinaire et croissant.

C'est par la vente de produits fabriqués qu'on peut créer des emplois et lutter avec succès contre le chômage. Il nous faut à l'avenir insister sur ce domaine. Nous

[L'hon. M. Hees.]

devons étudier nos deux plus grands débouchés, les États-Unis et la Grande-Bretagne, cités dans l'ordre d'importance, pour déterminer les possibilités d'augmenter nos exportations de produits finis vers ces marchés.

Je suis certain que ceux qui ont suivi l'évolution du commerce ces derniers mois ont été frappés par le comportement ferme et de plus en plus restrictif qui se dessine aux États-Unis en ce domaine. On n'a qu'à examiner le bill sur le commerce dont le Congrès est saisi actuellement. Il vise à réduire énormément les importations, notamment en matière de textiles et de chaussures. Ces restrictions seront étendues progressivement à d'autres domaines au fur et à mesure de l'augmentation du chômage. Il est évident qu'il nous faut nous attendre à ce que cette attitude restrictive des États-Unis s'accroisse. Il va nous être de plus en plus difficile de vendre des produits manufacturés sur ce marché. Nous écoulons à coup sûr toutes nos matières premières, parce que ces marchés en ont besoin pour continuer à faire tourner leurs usines. Ils ne veulent pas de nos produits manufacturés. Nous devons lutter pour les écouler si nous voulons augmenter l'emploi.

Il y a deux choses de certain au sujet du marché britannique. La Grande-Bretagne va sûrement accéder au Marché commun européen. Une fois ce pas franchi, la préférence britannique disparaîtra à tout jamais. Je parle en connaissance de cause, parce que j'ai dû faire face à une situation identique il y a exactement sept ans. A cette époque, la Grande-Bretagne essayait de la même façon d'accéder au Marché commun européen. Cette tentative devait échouer il y a exactement sept ans ce mois-ci quand le président de Gaulle décida soudain qu'il fallait s'opposer à l'entrée de la Grande-Bretagne. C'est alors que le premier ministre Heath, à ce moment-là ministre chargé de faire entrer la Grande-Bretagne au sein du Marché commun, s'amena au Canada pour parler au premier ministre d'alors, à son ministre des Finances et à moi-même, de la question de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun et des difficultés que ce geste créerait pour le Canada. Nous lui avons alors fait voir toute l'importance que représentait pour le Canada le maintien de cette préférence britannique et tout le tort que son abolition causerait à nos exportations vers le marché britannique.

M. Heath nous a alors expliqué que la Grande-Bretagne aimerait bien maintenir cette préférence, mais qu'une des conditions de son entrée dans le Marché commun était précisément d'abolir cette préférence pour toujours. M. Heath nous a fait comprendre qu'il était inutile de songer à en garder même une partie. Nous en avons éprouvé un choc terrible. Je le répète, le président de Gaulle a alors empêché l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun et la préférence britannique a été sauvegardée. L'histoire se répète aujourd'hui. Comme je l'ai déjà dit, il est évident que la Grande-Bretagne est en voie d'entrer dans le Marché commun. Dès ce pas franchi, la préférence britannique disparaîtra pour toujours comme si elle n'avait jamais existé.

Une fois que la Grande-Bretagne sera dans le Marché commun, nous éprouverons des difficultés effroyables pour augmenter sur ce marché nos ventes de produits